

## Prologue : LES OUBLIÉS



La France de 2070 est tiraillée entre une élite aristocratique qui tire officieusement les ficelles de la "démocratie" et de l'économie françaises depuis une quarantaine d'années, un gouvernement réformateur isolé qui tente de briser cette hégémonie, et la pression des institutions européennes défendant les intérêts des méga-corporations.

La noblesse arriva au pouvoir à la suite d'une série de scandales politiques et économiques à la fin des années 2020, couronnée par le Crash 1.0 et les Euro-guerres : exsangue, le pays passa par une longue période d'instabilité, un coup d'État militaire, et finalement une nouvelle constitution.

Mais la fulgurante ascension des vieilles familles aristocrates avait d'autres causes.

Au cours des années 2020, les nobles mirent au point dans le plus grand secret le "Projet Présage", réunissant certains des médiums les plus puissants de l'époque.

En mettant à profit leurs capacités divinatoires, en recoupant et en affinant leurs visions et leurs prédictions, les nobles lancèrent leur conquête du pouvoir.

Associée à eux, l'Église catholique française conseilla aux nobles de le démanteler, et d'éliminer les voyants et les autres personnes associées au projet.

Une fois le pouvoir ancré fermement dans l'aristocratie, les médiums risquaient en effet de dévoiler leur secret.

L'un des rares survivants de la purge fut Maxime Muscat, l'un des premiers nains nés dans le Sixième Monde, qui avait rejoint le Projet Présage à l'âge de neuf ans.

Il s'établit une nouvelle base de pouvoir en fondant la Guilde des Devins dans les années quarante, en prenant l'identité de "Yohann de Kervelec".

À la recherche d'alliés, il prit contact avec Lofwyr, qui l'aida avec plaisir en échange de quelques services, consistant notamment à influencer l'idéaliste Aurélie de Paladines, figure montante de la politique française, et la pousser à adopter une position pro-européenne.

Kervelec se mit à occuper des fonctions plus publiques quand Paladines fut élue, puis réélue Présidente en 2057 et 2062.

Sa Guilde afficha ouvertement son soutien au Parti pour le renouveau républicain, et Kervelec se retrouva, malgré lui, en première ligne lorsque la Présidente tomba malade un an après le début de son troisième mandat. Pourtant plutôt homme de l'ombre, le nain se maintint au pouvoir, bénéficiant de l'aura bienveillante de mère de la nation dont était auréolée Paladines.

Et les Français n'étaient pas mécontents d'avoir pour Président l'un des devins les plus réputés au monde (voir L'Europe des Ombres et Capitales des Ombres, ainsi que Loose Alliances, en anglais, pour plus de détails). La cabale aristocratique et réactionnaire est bien décidée à maintenir son emprise sur le pays grâce à une démocratie illusoire, en anesthésiant la vigilance populaire avec un système social encore généreux pour les critères du Sixième Monde.

Mais ni elle, ni Kervelec, ne savent que d'autres personnes ont en réalité survécu aux purges du Projet Présage.

Une demi-douzaine d'individus, impliqués de près ou de loin dans l'ascension des nobles au pouvoir, aurait dû être éliminés par Richard de la Rochefoucauld.

Ce dernier, qui contrôlait notamment la société LLR Finance et une partie du capital d'Esprit Industries, était proche des Maisons d'Orléans et de Rochefort.

Plutôt que de faire disparaître corps et âme les témoins en les liquidant froidement, le vieux Richard avait décidé d'en faire son assurance-vie.

Si un jour son alliance avec les familles de la cabale devait se retrouver menacée, il aurait sous la main de quoi faire pression sur ses "partenaires" et s'assurer leur coopération.

Ils auraient tous donné cher pour s'assurer que le Projet Présage ne soit jamais révélé au grand jour.

Richard de la Rochefoucauld entreprit donc de mettre ses six témoins gênants au secret, dans un endroit isolé du monde et extrêmement sûr : la SOX. Personne n'irait les chercher là-bas.

Par l'intermédiaire de diverses filiales en sa possession, et en faisant valoir les règles d'extraterritorialité corporatiste en vigueur dans la SOX, Richard confia les témoins aux bons soins de Revlup Corporation, présente officieusement dans la SOX grâce à un partenariat avec Ares et Ruhrmetall.

Les témoins, dont l'anonymat était garanti, furent enfermés dans un complexe carcéral ultra-sécurisé, implanté au cœur d'une zone irradiée et toxique de la SOX, en compagnie de dizaines d'autres détenus, prisonniers politiques, prisonniers de guerre et droits communs emprisonnés lors de la période troublée du Crash et des Euro-guerres.

Malheureusement pour Richard, son assurance-vie ne lui servit pas à grand chose : il périt à Nice en 2043, en compagnie d'une bonne partie de sa famille, lors des tremblements de terre qui ravagèrent le sud-est de la France, et toute trace du deal passé avec Revlup le suivit dans la tombe.

Se souciant peu de l'identité des prisonniers, les frais d'incarcération étant réglés rubis sur l'ongle par l'une des filiales de l'empire financier de la famille Rochefoucauld sous une ligne de frais quelconque, Revlup conserva les six prisonniers en détention sans pour autant connaître leur identité.

L'un d'entre eux se suicida en 2053, alors que pour les cinq autres la détention continua.

Puis vint le Crash 2.0, en 2064. Affectée par l'explosion de l'engin nucléaire à impulsion électromagnétique qui explosa au-dessus de la SOX, la sécurité de la prison connut une défaillance critique, et une rébellion éclata parmi les détenus, causant la mort de plusieurs gardiens et l'évasion de tout un quartier carcéral.

La plupart des évadés périrent très rapidement, empoisonnés par le niveau de radiation ambiante, ou abattus par les renforts de sécurité pénitentiaires.

Quelques-uns parvinrent néanmoins à s'enfuir, au nombre desquels Larbi Benrama et Alexandre Léoni. Ancien de la Légion étrangère, Léoni erra dans la SOX pendant plusieurs mois, tenant de se nourrir, ignorant de l'évolution des trente dernières années. À plus de soixante ans, malade, irradié, ayant pratiquement perdu l'usage de la parole, Alexandre Léoni, trouva finalement refuge auprès d'une tribu de radeux dont il ne comprenait pas la culture et à peine la langue.

À force d'errance, de contacts avec les peuples du Rayon et les fremless extérieurs à l'ImLand (et en particulier avec un homme répondant au surnom de «Der Schrotter»), Léoni finit par prendre la décision de sortir de la Zone, six ans après son évasion, en octobre 2070.

La décision ne fut pas facile : il avait quitté un monde ra-vagé par le SIVTA, bouleversé par le Crash 1.0 et saigné à blanc par les Euro-guerres. Un monde dans lequel la magie était encore taboue, les commlinks de la taille d'un caisson hyperbare et où le Grand Djihad islamique balayait tout sur son passage.

Tout ex-légionnaire qu'il fût, Léoni trouva la mort comme des dizaines de marginaux oubliés par le système : poignardé près des docks du Rove à Marseille, sa ville natale, où il avait finalement échoué, à moitié fou, après avoir traversé la France par ses propres moyens. Sans identité et sans argent, il avait parcouru les routes depuis Nancy où des Charognards l'avaient jeté sans un sou après lui avoir fait franchir le Mur.

Incapable d'identifier le corps, la police de Marseille (voir Capitales des Ombres) se contenta d'un marqueur RFID et d'un tiroir à la morgue de l'hôpital de la Timone.

Un mort de plus, parmi les centaines de milliers de sans papiers des barrens de la cité phocéenne.

Mais un mort dont le visage attira l'attention d'Idriss Bassa, un membre des services secrets français, fidèle au gouvernement de Kervelec et opposé à l'élite aristocratique.

Sur les ordres du président, il tenta de mettre à jour depuis des années les preuves du Projet Présage.

Si Léoni était vivant il y a encore une semaine ; peut-être d'autres témoins de l'époque étaient-ils eux aussi encore en vie, et capables de témoigner pour révéler toute la vérité, et ainsi éclabousser l'aristocratie et bouleverser le pouvoir de la noblesse ? Aussi tenu soit-il, l'espoir valait la peine et la piste devait être suivie.

Mais impossible pour les services de la Direction centrale du renseignement intérieur de poursuivre leurs investigations : d'une part, les services français étaient persona non grata à Marseille, dont les autorités se veulent farouchement indépendantes.

De l'autre, la partie accolée au nom des hauts responsables du renseignement assurait qu'aucune enquête fiable de nature à nuire aux intérêts de l'aristocratie ne pourrait avoir lieu.

Et puis, les chances étaient si ridiculement faibles.

Pieds et poings liés, Bassa fit donc jouer son réseau de sympathisants, contactant finalement le préfet Karine Hadida, une personne en qui il pouvait avoir toute confiance.

Et qui se chargerait d'engager des "consultants indépendants".